



Bulletin de conjoncture

Réalisé conjointement avec le PROMISAM – MSU - USAID
Bulletin d'analyse prospective du marché agricole
Janvier 2010

Niveau Exceptionnellement élevé des prix des céréales sèches en début de récolte

I. Contexte

Ce début de campagne de commercialisation se caractérise par des niveaux exceptionnellement élevés des prix des céréales sèches par rapport à l'année dernière contrairement au riz qui affiche des prix relativement bas. Cette situation intervient dans le contexte d'une campagne agricole 2009/10 qui s'est installée avec beaucoup de difficultés au plan de la pluviométrie entraînant ainsi plusieurs resemis, notamment dans le Mali Sud, dans la région de Ségou et plusieurs autres localités du pays. Ainsi, les pluies n'ont pu réellement s'installer qu'en mi août 2009 et ont même été très abondantes en Septembre et Octobre 2009 au point que des inondations ont été enregistrées par endroits, notamment au cours du mois de Septembre 2009. L'insuffisance de pâturage, notamment dans le Nord et certaines localités de la quatrième région, et plus particulièrement dans une frange de la zone de Monimpébougou (grand bassin de production céréalière et zone d'élevage) est aussi un facteur qui s'ajoute à ce décor pour annoncer une campagne commerciale marquée depuis l'entame par des niveaux de prix record pour les céréales sèches.

Malgré, ce tableau, la campagne agricole est créditée d'une bonne production selon les déclarations des autorités locales en charge de l'agriculture même si à cette date, aucun chiffre n'est avancé pour matérialiser ce résultat. Par

contre, beaucoup de producteurs rencontrés lors de la mission de collecte d'information pour la production de ce bulletin affirment que leurs productions de la présente campagne est inférieure à celle de la campagne passée.

Cependant, quelque soit le niveau de la production annoncée, les prix des céréales sèches s'affichent à des plateaux qui ont tendance à dépasser ceux de la campagne 2008/09 qui étaient eux-mêmes des records. Quelles explications donner à ce phénomène assez paradoxal ? A-t-on réellement produit plus de céréales que la campagne dernière selon les annonces faites par les sources autorisées ? Y'avait-il suffisamment de stocks reports 2008/09 permettant un bon approvisionnement des marchés au sortir de la période de soudure ? Ce sont là quelques questions que la mission conjointe OMA-PROMISAM a adressées à quelques producteurs, commerçants des localités visitées, ainsi qu'aux services techniques de l'agriculture de Monimpébougou, de Macina, de Niono et à d'autres personnes ressources de Ségou, de Bla, Koutiala et Sikasso.

II. Quelques facteurs explicatifs de la hausse actuelle des prix

On retiendra des discussions sur le terrain que plusieurs facteurs peuvent expliquer le nivellement continu vers le haut des prix, notamment en ce qui concerne les céréales sèches. Il s'agit de :

2.1.L'absence de stocks report 2008/09

En année de production normale dans les zones de grande production, les stocks de la campagne en cours permettent de combler les besoins de consommation des producteurs en permettant à ceux-ci de dégager des surplus de commercialisation de céréales, notamment au cours de la période charnière entre la soudure et les nouvelles récoltes. Malheureusement, ce phénomène n'est pas visible depuis les deux dernières campagnes où beaucoup de producteurs ont plutôt utilisé les nouvelles récoltes de maïs pour combler les déficits de disponibilités alimentaires. Deux facteurs sont évoqués par les producteurs rencontrés pour expliquer ce phénomène. Il s'agit de :

- l'endettement excessif d'un nombre de plus en plus grand de producteurs. En effet, 60% environ des producteurs de la zone de Monimpébougou ne disposaient plus de stocks en début de la période de récolte 2009/10 pour avoir remboursé en nature les prêts de bœufs de labours au titre de la campagne agricole passée (un bœuf de labour coûte à la récolte 7 sacs de 110 kg de mil à peu près). Ces producteurs sont dans ce cycle d'endettement depuis plusieurs campagnes déjà, remontant jusqu'à la crise de 2004/05. Par ailleurs, selon les mêmes sources, la production de la zone au titre de la campagne 2009/10 pourrait être estimée à 2/3 d'une situation normale, les bonnes zones de production n'ayant pas pu boucler leur cycle. Cette situation est vécue également dans la zone de Bla ;
- la baisse de productivité des cultures sèches et irriguées a été également très largement évoquée comme autre facteur expliquant l'insuffisance de stocks reports. En effet, les producteurs et même les commerçants rencontrés ont fait part d'un constat général selon lequel, les quantités de céréales obtenues après le battage tombent très en deçà, dans la majorité des cas des attentes initiales des producteurs. Ce constat a été fait dans les régions de Sikasso, notamment à Koutiala, Ségou, Bla et Monimpébougou. Que

l'on soit dans la zone CMDT ou l'Office du Niger, la qualité des engrais est très souvent mise en cause pour expliquer cette situation. Pour illustrer ce cas, on retiendra par exemple le rendement moyen après battage de 4,22 Tonnes de paddy pour 208 exploitations suivies par Faranfassisso à Niono au cours de la campagne 2009/10, ce qui est loin des 6,1 Tonnes généralement utilisées dans les estimations de rendement dans cette zone. Ces exemples peuvent être multipliés dans toutes les zones de l'Office du Niger.

2.2.La demande pour la reconstitution des stocks

L'annonce de la suspension de la contre saison de la culture de riz dans les zones de l'Office du Niger a contraint beaucoup d'exploitants de la zone de Niono à se procurer du mil en vue de combler le déficit alimentaire attendu de cette mesure. Ceci a contribué à la hausse du prix du mil qui a atteint 15.000 FCFA le sac à Monimpébougou même si ce prix est retombé plus tard à 13.000 FCFA après la levée de la mesure de suspension. Il faut dire que l'effet de la mesure ne s'est pas limité à la zone de Monimpébougou. Il a concerné toute la zone de l'inter fleuve et s'est amplifié avec d'autres demandes en présence, notamment les demandes pour les contrats PAM et OPAM, portant respectivement sur 2.500 et 5.500 Tonnes de mil et sorgho, soit un total de 8.000 Tonnes. En plus des céréales sèches, l'OPAM a des objectifs d'achat de riz qui se chiffrent à 31.800 Tonnes sur lesquels 7.500 Tonnes sont signés avec les acteurs concernés pour la mise à disposition de ce riz. Bien que ne disposant pas d'indication précise sur les capacités et les programmes d'achats des banques de céréales, on peut dire que ceux-ci ne seront pas en deçà des niveaux initiaux de 15.000 Tonnes de mil/sorgho.

La demande pour la reconstitution des stocks communautaires dans le sahel occidental contribuent également, et de façon significative à la hausse des prix en cette période, surtout dans un schéma où les stocks report ne sont pas importants.

2.3. Le développement d'un nouveau type d'agents stockeurs

Au-delà des stockages et des agents stockeurs traditionnels connus, il ya de plus en plus d'autres agents qui s'impliquent dans cette activité sans être commerçants. Ces agents se retrouvent dans toutes les couches de notre société. En effet, ils se retrouvent dans les différents corps des fonctionnaires, et/ou exercent d'autres professions libérales ou tout simplement sont des ménagères.

Malgré leurs différences, ces acteurs se retrouvent tous dans leur volonté de constituer des stocks pour des motifs purement spéculatifs. En effet, les céréales deviennent de plus en plus un bien refuge pour tous ceux qui disposent de liquidités et ne sachant pas trop où les placer, avec la certitude en plus de faire des profits à la revente de ces céréales. C'est par exemple cet acteur qui a immobilisé 80 Millions de Francs CFA dans un stock de riz pour un objectif de prix de vente de 500 FCFA le kilo. Des exemples de ce genre sont très fréquents aussi bien avec le riz que les céréales sèches.

La multiplication de ces cas de stockage contribue à accroître la demande de céréales et explique dans une certaine mesure la hausse inhabituelle des prix des céréales à la récolte depuis les crises successives de 2004/2005 à 2008/09.

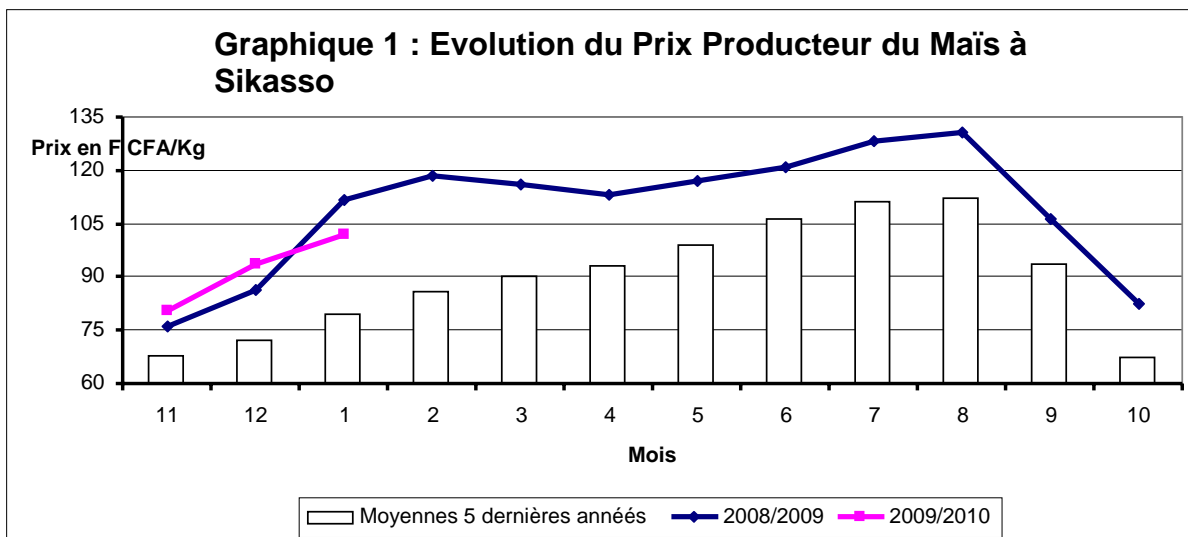
III. Analyse de l'évolution des prix

Depuis la crise de 2007, plus connue sous le nom de crise de la vie chère, les prix des céréales n'ont pas connu de répit dans leur mouvement ascendant, malgré les mesures de relance de la

production et les résultats forts appréciables obtenus au terme de ces mesures. Les céréales sèches se singularisent dans ce domaine avec chaque année de nouveaux records de prix. Même la mise en marché des nouvelles récoltes ne sont plus des facteurs de baisses des prix, du moins au cours de la période qui était traditionnellement considérée comme celle du fléchissement des prix. Même si des baisses interviennent, elles sont de très courtes durées comme cela été le cas en début de la campagne de commercialisation en cours. C'est ainsi qu'après des niveaux élevés de prix durant la campagne de commercialisation 2008/09, suite à une forte demande, nous avons assisté en début de la campagne de commercialisation 2009/10 à des mouvements de baisse de prix suite à l'arrivée bien que timide des nouvelles récoltes sur les marchés, avec toutefois des niveaux de prix en hausse par rapport à la campagne précédente, à l'exception du riz. Il importe donc d'analyser séparément ces deux marchés.

3.1. Les céréales sèches

Comme évoqué plus haut, la faiblesse des stocks reports 2009/10 de céréales sèches est un facteur très déterminant dans le comportement actuel des prix des céréales sèches. En effet, c'est le niveau de ce stock qui détermine le niveau du plateau à partir duquel les prix de la nouvelle campagne de commercialisation prennent le départ. Ainsi, une analyse des graphiques 1 à 6 révèle un nivellement vers le haut de 6% du plateau de la moyenne régionale des prix à la production du maïs à Sikasso par rapport à la campagne précédente. Pour le mil ce niveau est en hausse également de 6% à Ségou, 12,5% à Sikasso et 47% à Mopti au niveau des marchés de production (cf. Graphiques 1 à 3).

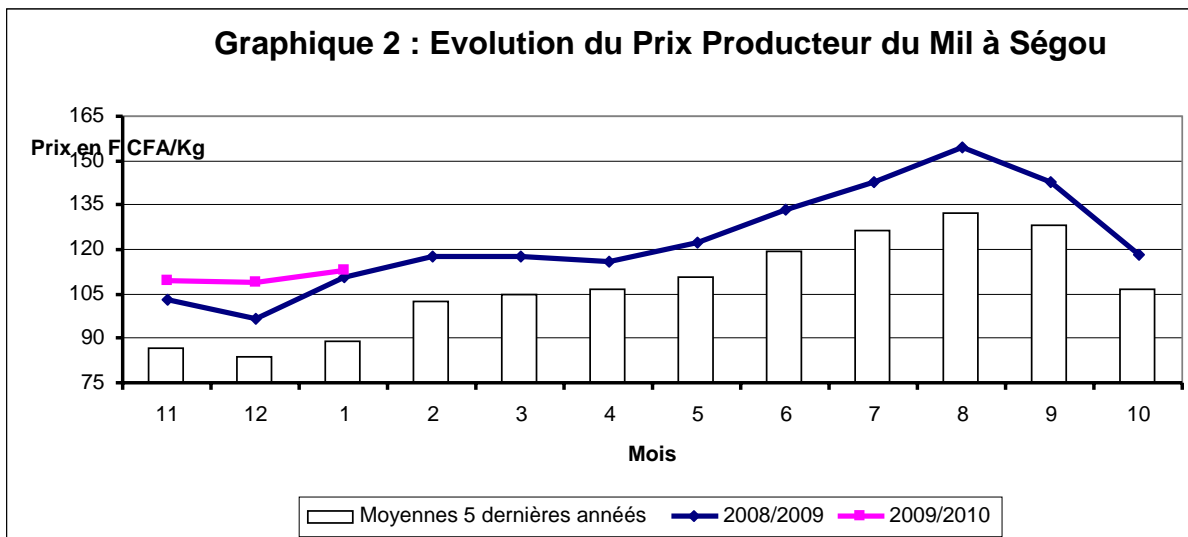


Les niveaux des prix à la consommation du mil sont également nivelés vers le haut de 8,7, 9 et 15% respectivement à Ségou, Tombouctou et Bamako au cours de cette campagne 2009/10 par rapport à leurs niveaux du début de 2008/09 (cf. Graphiques 4 à 6).

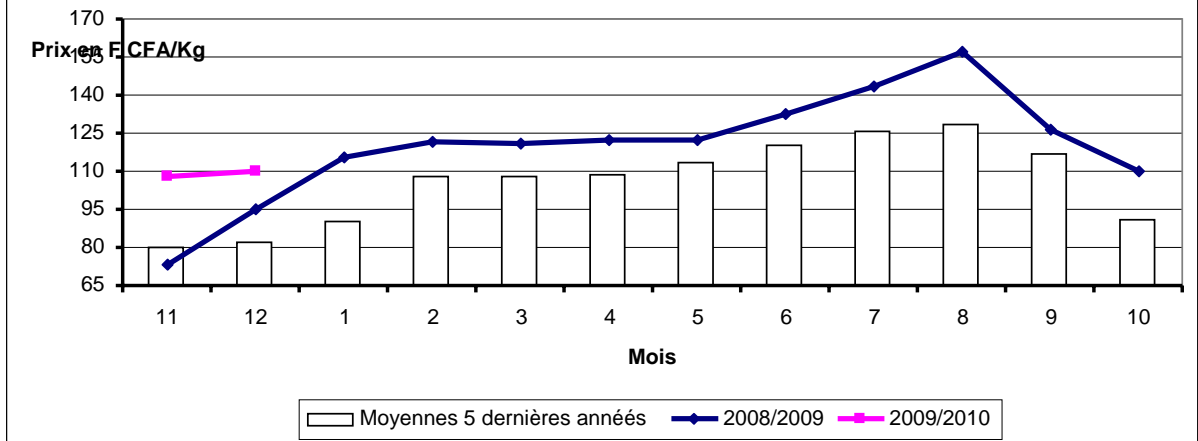
Sur les marchés de production les amplitudes sont plus faibles et les prix ont tendance à se rejoindre, notamment à Sikasso, où le prix du maïs affiche déjà des niveaux en deçà de ceux de la campagne dernière à partir de Janvier 2010.

Cependant, à l'exception de Tombouctou où l'amplitude de la hausse augmente au fur et à mesure que l'on avance, on relève par contre que dans les autres régions, l'amplitude de ces hausses diminue selon les céréales et le type de marché.

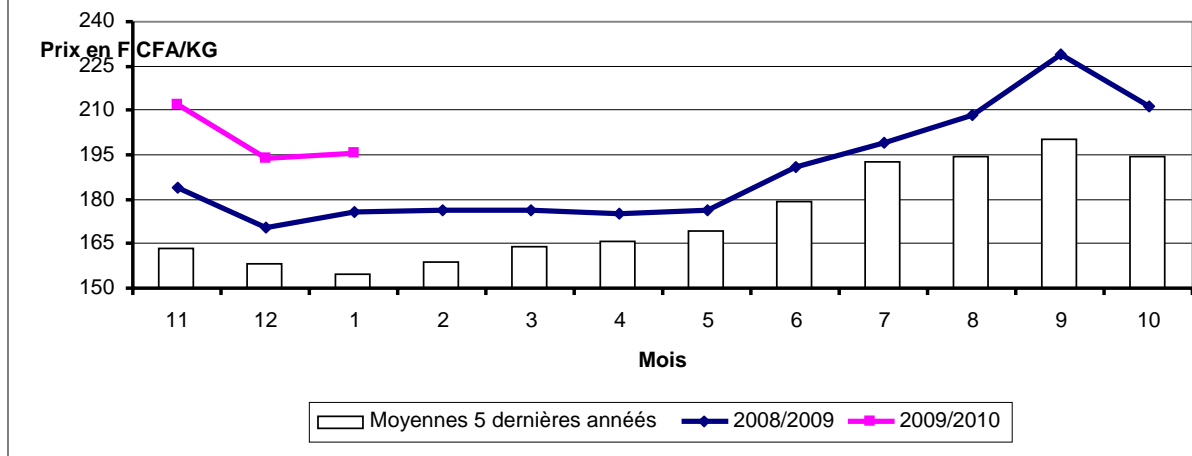
C'est sur les marchés de détail où les écarts sont plus importants, les détaillants étant toujours tenté en cette période d'écouler les anciens stocks acquis à des prix élevés.



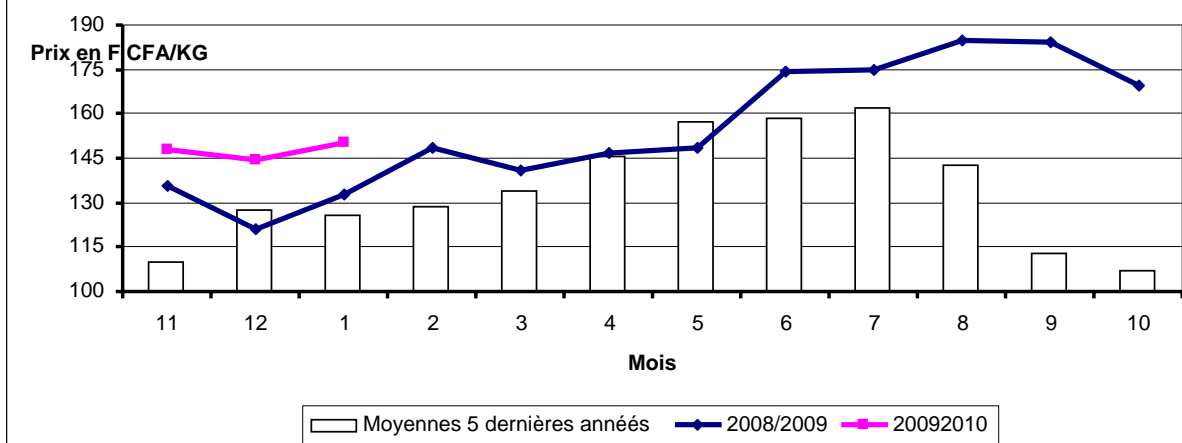
Graphique 3: Evolution du Prix Producteur du Mil à Mopti



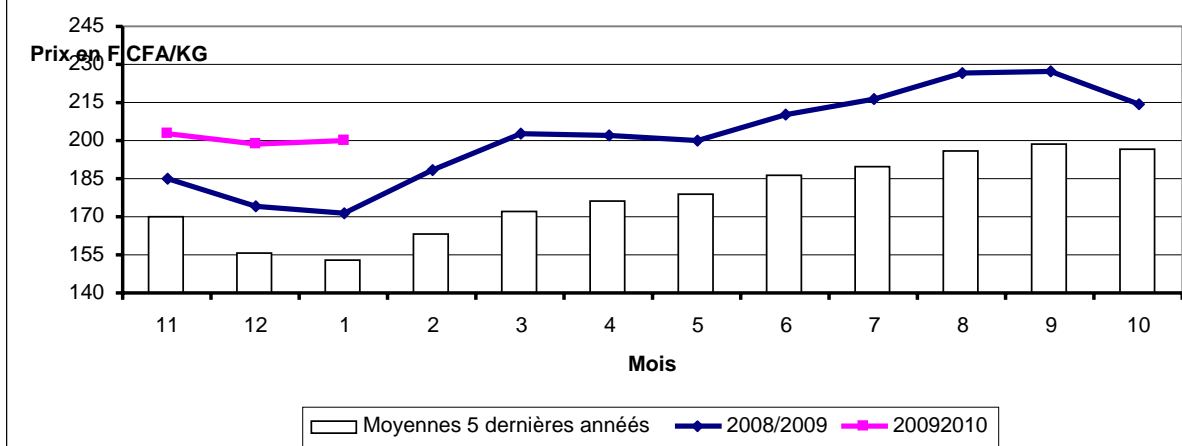
Graphique 4: Evolution du Prix à la consommation du Mil à Bamako



Graphique 5: Evolution du Prix à la Consommation du Mil à Ségou



Graphique 6: Evolution du Prix à la Consommation du Mil à Tombouctou



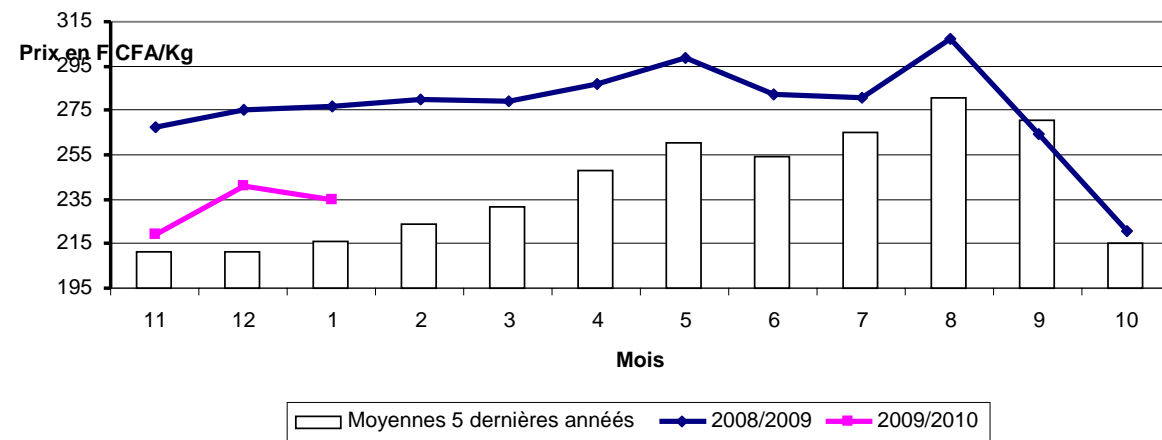
3.2. Le riz

Le riz qui est la denrée très largement consommée au Mali et dans les pays voisins, a affiché des baisses significatives de prix au Sénégal et en Guinée. Par contre au Mali, ces baisses sont très modérées et variables selon qu'il s'agisse du riz importé ou local. Il ressort des graphiques 7 et 8 que le plateau des prix en début de campagne s'est affaissé de 18% au niveau du riz Gambiaka à Ségou, tandis qu'à

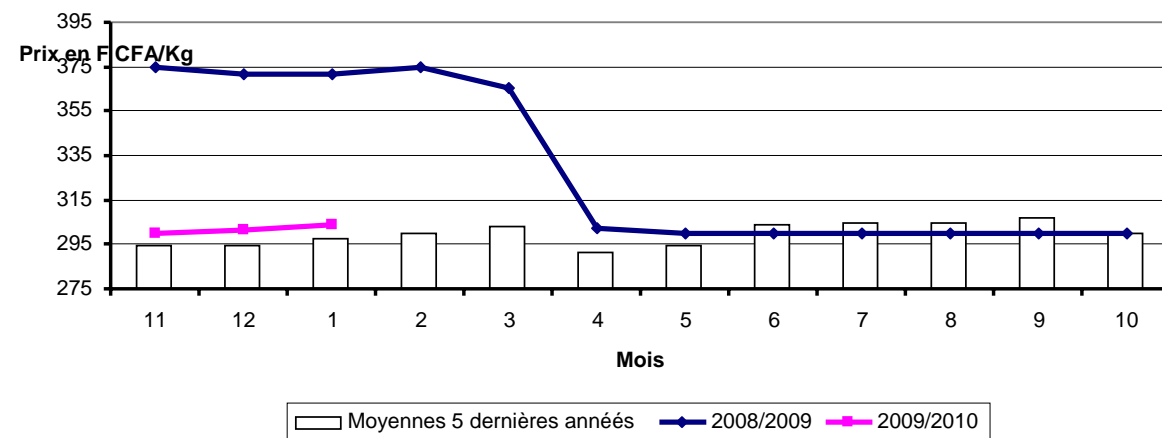
Bamako la baisse est de 20% avec le riz RM40 importé à la consommation.

Il faut retenir, par ailleurs, qu'à la faveur des importations de riz avec exonération des taxes, d'importants stocks résiduels sont disponibles dans les pays. Ceci, ajouté à la production nationale de riz dans le pays a créé les conditions d'une offre de riz relativement importante. Ceci explique le comportement actuel des prix du riz en général, caractérisé par une baisse du niveau comparé à la même période de l'année dernière.

Graphique 7: Evolution du Prix Producteur du Riz local Gambiaka à Ségou



Graphique 8 : Evolution du Prix à la Consommation du Riz RM40 Importé à Bamako



IV. Perspectives

Bien que le Mali ait connu une production agricole 2009/10 jugée excédentaire selon les déclarations des autorités locales rencontrées lors de la mission de collecte des informations pour la production du bulletin, la situation alimentaire et l'état d'approvisionnement des marchés dépendront très fortement du contexte régional, le marché malien étant très fortement intégré à ceux des pays voisins dont trois présentent des situations d'offre, relativement tendues. On ne saurait donc parler des perspectives de sécurité alimentaire au Mali sans une meilleure prise en compte de ces situations.

A partir de l'analyse des marchés ci-dessus présentée, la probabilité que les prix s'affichent en deçà de leur niveau de la campagne précédente est faible, notamment sur les marchés de consommation malgré la fin des reconstitutions qui s'opèrent en ce moment. Une incertitude demeure, cependant quant à la capacité et les moyens dont disposent les nouveaux acteurs à constituer les stocks, jusqu'où ceux-ci vont aller dans cette activité et surtout quelles seront les destinations futures des stocks constitués par ces acteurs ? Dans la perspective que ces stocks retombent dans les magasins des grossistes, on pourrait assister à une augmentation effective de l'offre interne au niveau du pays, et ceci pourrait entraîner une évolution à la baisse des prix qui

pourraient alors se rapprocher de leur niveau de l'année dernière. Mais, ces stocks peuvent aussi faire l'objet d'exportation dans la sous région et réduire ainsi l'offre nationale au moment de la soudure.

On pourrait donc conclure que l'importance relative des échanges avec l'extérieur et les différentes reconstitutions de stocks et déstockages privés seront très déterminants dans l'évolution future des prix des céréales sèches dans le pays. Si les flux de produits s'intensifient à cause des demandes extérieures, les stocks mobilisés à travers les circuits privés pourraient très vite se retrouver à l'extérieur à la faveur des différentiels de prix avantageux pour ces échanges, les prix intérieurs pourraient très vite évoluer bien au-delà des niveaux de la campagne précédente. Si au contraire ces échanges se limitaient à cause des résultats de la campagne 2009/10 excédentaires dans les principaux pays bénéficiaires, l'offre intérieure au Mali contribuerait au fléchissement des prix intérieurs en deçà de leur niveau de la campagne précédente.

S'agissant du riz, les importations massives des années précédentes avec détaxes ont contribué à créer les conditions d'une baisse significative des prix du riz dans la sous région. Ceci aura l'avantage de réduire les possibilités des transferts intra régionaux et créerait les conditions d'une baisse durable des prix par rapport à leurs niveaux de l'année dernière.

Cependant, la qualité des intrants, ainsi que l'inadaptation des formules d'engrais proposées aux producteurs sans tenir compte des changements des caractéristiques chimiques des terres de l'office du Niger (engrais) qui constituent de plus en plus des facteurs de préoccupation dans les zones de production irriguées et même exondées risquent de compromettre les objectifs de production céréalière pour les années à venir. En outre, la baisse de production de riz observée par endroits à l'office du Niger risque de limiter la capacité des producteurs à rembourser les crédits

d'intrants. Une telle situation est de nature à compromettre la campagne agricole 2010/11 car beaucoup de producteurs ne pourront pas accéder aux engrais pour la production. Ainsi les producteurs rencontrés à Macina lors de la mission estiment qu'un tel scénario est très probable et que l'Etat doit envisager des mesures pour éviter que le non dénouement des crédits intrants n'affecte négativement la production de la campagne à venir.

V. Recommandations

Les questions relatives à la qualité des engrais et la pertinence des formules y afférant exigent la mise en place de dispositif de contrôle effectif de qualité et d'analyse des sols. L'existence d'un tel dispositif permettra d'opérer des choix judicieux de formules d'engrais sur la base d'analyse des sols dont les compositions correspondront aux types d'engrais qui seront commercialisés.

Compte tenu des possibilités réelles de dénouement des crédits intrants dans certaines zones de l'office du Niger, l'Etat doit déjà envisager des mesures qui permettront de limiter les effets d'une telle situation sur la production du riz de la campagne à venir. Une possibilité pourrait être le rééchelonnement des crédits au cas par cas pour s'assurer que seuls les producteurs ayant subi des baisses importantes de production bénéficient de la mesure.

Pour ce qui concerne la sécurité alimentaire, il faut envisager le suivi régulier des marchés pour déceler à temps le report des demandes de la sous région sur le marché malien. Une telle éventualité mettra en difficultés alimentaires plusieurs consommateurs pauvres sans pour autant profiter à la grande majorité des producteurs qui seront acheteurs nets très tôt cette année à cause du remboursement des dettes à la récolte qui a réduit les disponibles alimentaires.